



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions Travaux
publics et Services gouvernementaux Canada**
800 Burrard Street, Room 219
800, rue Burrard, pièce 219
Vancouver, BC V6Z 0B9
Bid Fax: (604) 775-7526

Revision to a Request for a Standing Offer

Révision à une demande d'offre à commandes

National Master Standing Offer (NMSO)

Offre à commandes principale et nationale (OCPN)

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Offer remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'offre demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada -
Pacific Region
219 - 800 Burrard Street
800, rue Burrard, pièce 219
Vancouver, BC V6Z 0B9

Title - Sujet Conseils liés aux PPP	
Solicitation No. - N° de l'invitation EZ156-170002/A	Date 2018-03-06
Client Reference No. - N° de référence du client EZ156-170002	Amendment No. - N° modif. 001
File No. - N° de dossier VAN-7-40361 (580)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$VAN-580-8297	
Date of Original Request for Standing Offer Date de la demande de l'offre à commandes originale 2018-02-07	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2018-03-28	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Navarro-Ocampo, Maria	Buyer Id - Id de l'acheteur van580
Telephone No. - N° de téléphone (604) 318-3684 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Delivery Required - Livraison exigée	
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	
Security - Sécurité This revision does not change the security requirements of the Offer. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de la présente offre.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Acknowledgement copy required	Yes - Oui	No - Non
Accusé de réception requis	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer. Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.		
Signature	Date	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
For the Minister - Pour le Ministre		

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EZ156-170002/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EZ156-170002

N° de la modif - Amd. No.
001
File No. - N° du dossier
VAN-7-40361

Id de l'acheteur - Buyer ID
VAN580
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

MODIFICATION 001

La modification n° 001 vise à répondre aux questions soulevées, modifier la date de clôture de l'invitation, et à réviser la demande de soumissions.

I. QUESTIONS ET RÉPONSES

Q1 : Nous remarquons que certains domaines de travail pourraient nécessiter des services juridiques. Est-ce que cet approvisionnement s'applique aux cabinets d'avocats, ou y aura-t-il un approvisionnement distinct pour des conseillers juridiques, fournisseurs attirés?

R1 : Les services juridiques ne sont pas inclus dans le présent besoin. Il n'y aura pas d'approvisionnement distinct pour des conseillers juridiques.

Q2 : Est-ce que l'exigence en matière de sécurité doit être satisfaite au moment de la soumission, ou est-ce qu'une demande en cours est suffisante?

R2 : Conformément à la DOC, article 6.1, Exigences relatives à la sécurité, l'attestation de sécurité doit être obtenue avant l'émission de l'offre à commandes, et non pas à la clôture de la demande de soumissions.

Q3 : Concernant l'exigence d'avoir des ressources disponibles dans les principaux centres d'affaires (Vancouver, Ottawa, Toronto, Montréal), la disposition à voyager est-elle suffisante ou est-ce que l'offrant retenu doit avoir des bureaux dans ces villes?

R3 : Étant donné qu'il s'agit d'une Offre à commandes principale et nationale, les ressources proposées doivent être situées dans au moins deux régions, soit celle du Pacifique et celle de la capitale nationale. L'entrepreneur pourrait devoir voyager, mais ses déplacements devront être approuvés par le chargé de projet lié à la DOC et à la DAMA et être assujettis à la Directive sur les dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements du Secrétariat du Conseil du Trésor. Comme il est stipulé à l'annexe B, Base de paiement : « Tout déplacement doit être approuvé au préalable par le chargé de projet. Ces dépenses seront remboursées sur présentation d'un état détaillé accompagné des reçus appropriés ».

Q4 : Les coentreprises sont-elles permises (par ex. une firme d'experts-conseils en finances)?

R4 : Les soumissions de la part de coentreprises sont permises, conformément aux modalités établies dans les Instructions uniformisées 2006, section 17, ajoutées à titre de référence dans la DOC. La commande subséquente à l'offre à commandes ne sera émise qu'à la coentreprise et non pas aux membres individuels de celle-ci. Les soumissionnaires ne peuvent pas soumettre de multiples offres en réponse à la DOC.

Q5: Concernant les projets inclus dans les catégories de ressources, est-ce que TPSGC peut confirmer s'il est acceptable que les « Critères/fonctions » figurant dans le tableau à la page 47 de 69 soient respectés collectivement en démontrant l'expérience dans la combinaison de projets (2 ou 4 projets selon le niveau) au lieu de démontrer toutes les activités de travail requises dans chaque projet?

R5 : Les soumissionnaires doivent démontrer l'expérience requise dans la combinaison de projets fournis. Il n'est pas nécessaire de démontrer toutes les activités de travail dans chaque projet. On encourage les soumissionnaires à fournir des exemples de projets qui mettent en relief des activités de travail multiples.

Q6 : Est-ce qu'accepter une offre à commandes empêche l'entreprise de l'offrant de participer à la conception détaillée, à la construction, au génie ou à d'autres phases et services de ce projet en particulier?

R6 : Les travaux qui sont émis par le biais d'une commande subséquente peuvent causer un conflit d'intérêts. Tout conflit potentiel sera traité dans la commande subséquente au moment de l'émission.

II. RÉVISIONS

*Dans l'invitation à soumissionner originale, à la page 4 de 69, nous avons indiqué : « **Les offrants répondant à la DOC n'ont pas besoin de répondre à la DAMA** ». Nous modifions l'invitation en supprimant cette phrase et en demandant aux soumissionnaires de soumettre une réponse séparée pour la DOC et pour la DAMA.*

1. À la page 1, Date clôture de l'appel d'offres, **SUPPRIMER** « Sollicitation Closes – L'invitation prend fin at – à 02 :00 PM on – le 2018-03-20 et Time Zone Fuseau PST.
INSÉRER : « Sollicitation Closes – L'invitation prend fin at – à 02 :00 PM on – le 2018-03-28 et Time Zone Fuseau Heure avancée du Pacifique (HAP).
2. À la page 4 de 69, **SUPPRIMER** ce qui suit : La présente invitation à soumissionner vise l'attribution d'une offre à commandes et d'un arrangement en matière d'approvisionnement à jusqu'à un maximum de cinq offrants retenus qui respectent ou excèdent les exigences de la demande d'offres à commandes (DOC).
INSÉRER : La présente invitation à soumissionner vise l'attribution d'une offre à commandes et d'un arrangement en matière d'approvisionnement à jusqu'à un maximum de cinq offrants retenus qui respectent et/ou excèdent les exigences de la demande d'offres à commandes (DOC) et de la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAMA).
3. À la page 4 de 69, **SUPPRIMER** ce qui suit : Les offrants répondant à la DOC n'ont pas besoin de répondre à la DAMA.
4. À la page 15 de 69, **SUPPRIMER** l'article 7A.7 au complet et **INSÉRER** ce qui suit :
7A.7.1 Les utilisateurs désignés autorisés à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes comprennent les ministères fédéraux, organismes ou sociétés d'État mentionnés dans les annexes I, I.1, II, III de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11.
7A.7.2 Les utilisateurs désignés doivent communiquer avec le chargé de projet. Le rôle du chargé de projet sera d'aider les utilisateurs désignés à déterminer quel offrant sera le prochain sur la liste de rotation prévue, à définir les exigences et à offrir une orientation générale.
7A.7.3 Les utilisateurs désignés doivent remplir l'Évaluation du rendement de l'entrepreneur, conformément à l'article A.15.
5. À la page 15 de 69, l'article 7A.15, Évaluation du rendement **SUPPRIMER** :
 1. Les offrants doivent prendre note que leur rendement de et après la prestation des services sera examiné par le gouvernement du Canada. L'évaluation comprend la totalité ou une partie des critères suivants :
 - i la qualité d'exécution;
 - ii les délais;

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EZ156-170002/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EZ156-170002

N° de la modif - Amd. No.
001
File No. - N° du dossier
VAN-7-40361

Id de l'acheteur - Buyer ID
VAN580
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

- iii la gestion du projet;
- iv la gestion du marché;

INSÉRER ce qui suit :

1. Les offrants doivent prendre note que leur rendement de et après la prestation des services sera examiné par le gouvernement du Canada. L'évaluation comprend la totalité ou une partie des critères suivants :

- i la qualité d'exécution (Voici l'évaluation de la qualité du produit final, mais aussi des produits à livrer aux diverses étapes du projet.);
- ii les délais (Voici l'évaluation de la planification du temps et du contrôle du calendrier.);
- iii la gestion du projet (Voici l'évaluation de la façon dont le projet a été géré, y compris l'exécution du projet et la prestation de l'ensemble des services d'expert-conseil.); et
- iv la gestion du marché (Voici l'évaluation de la qualité de la planification et du contrôle des coûts pendant la durée du projet.);

OUTES LES AUTRES MODALITÉS DE L'INVITATION DEMEURENT LES MÊMES.